

nombre qui dirigerait, contrôlerait et gouvernerait dans cette union fédérale? L'antagonisme qui sortirait de cette expérience serait gros de dangers et de menaces pour l'empire britannique et le Canada, comme l'une des jeunes nations de cette union fédérale. Je suis donc personnellement et individuellement, distinctement, formellement, et entièrement opposé à cette proposition sous une forme quelconque.

A titre de membre de la jeune nation canadienne, je veux être associé à la Grande-Bretagne et aux autres nations au delà des mers, associé comme nous le sommes par les liens intangibles, plus forts et plus durables que seraient des liens forgés ou faits aux moyens de dispositions législatives.

Qu'est-ce qui a fait cet empire si ce n'est la confiance en elles-mêmes de ses parties composantes? Dites-moi que le Canada n'a pas contribué à l'édification de l'empire britannique et de son prestige, tel qu'il existe aujourd'hui; dites-moi que le Canada, par son développement, son étendue territoriale, sa richesse de ressources, son progrès industriel, l'éducation de son peuple, la force virile et déterminée qui caractérise les Canadiens, n'est pas un facteur et un important facteur dans l'empire britannique, et vous me direz ce que l'histoire elle-même réfuterait. La majorité de notre peuple est venu des Iles-Britanniques; mais combinés avec nous, nous avons le meilleur des autres pays. Nous avons des hommes qui ont une valeur pour l'empire britannique, ce qu'il ne faut pas oublier; nous avons ici un peuple qui est déterminé à acquérir et qui acquerra de grands résultats dans l'édification de cette nation canadienne. Essayez d'étouffer ce sentiment, cet esprit de nationalité, et vous suivez l'empire britannique lui-même; vous semez la destruction, le mécontentement et le dégoût. Je ne crois pas qu'il existe un sentiment contre le maintien des liens de l'empire. Je ne crois pas que mes honorables amis de la droite, qui sont si prompts dans leurs accusations de déloyauté, croient qu'il y ait dans ce pays un sentiment de cette nature. S'il en existe un, et si notre ligne de conduite sur la politique de défense navale est une preuve de ce sentiment, l'empire britannique marche en ce moment vers sa perte. Tandis que nous voyons une confédération australienne construire sa propre flotte, lui fournir des équipages et l'entretenir, nous voyons aussi plus de la moitié du Canada qui appuie l'idée de marines indépendantes.

Si c'est là une preuve de séparation, l'empire britannique est bien réellement en danger. Les honorables messieurs de la droite ne méritent pas de félicitations lorsqu'ils adoptent ce genre d'arguments en faveur de la résolution et du bill que nous discutons.

M. EMMERSON.

Nous, au Canada, sommes plutôt portés à croire qu'il ne devrait plus y avoir de guerre. Nous, comme peuple, sommes plus intéressés au progrès de notre civilisation, dans les enseignements qui émanent d'une période de plus de 2,000 ans, savoir, les principes de paix, de contentement et d'harmonie, qu'au militarisme et à l'obtention de grands armements; mais à l'heure du péril, et pour notre propre défense, nous sommes intéressés à faire tous les sacrifices. On m'a remis un exemplaire du "Presbyterian", une revue hebdomadaire publiée à Toronto. Je crois qu'il est de mon devoir d'attirer l'attention de la Chambre en ce moment sur les sentiments qui y sont exprimés sur les politiques que nous discutons présentement, non seulement dans cette Chambre, mais dans tout le Canada et l'empire. Dans le numéro du 27 février, voici ce que nous lisons:

La politique conservatrice est sujette à des objections non moins fatales et même plus fondamentales. En contribuant en ce moment à la marine britannique nous aidons simplement, de notre côté, à perpétuer cette rivalité insensée en armements militaires et navals qui ruine les nations européennes.

Mais la politique conservatrice comporte beaucoup plus que cela encore. Elle a une portée sur toute la question de la destinée de notre pays. Le rêve que nous croyons caressé par la grande masse de la jeune virilité du Canada, c'est d'édifier dans cette grande zone du nord, sous l'égide de la couronne britannique, une nation libre, faisant face aux problèmes et acceptant les responsabilités que comporte la qualité de nation. Parmi ces responsabilités est celle de pourvoir à notre propre défense, et de décider à quelles guerres, s'il y en a, nous devrions volontairement prendre part. Envoyer de l'argent, qui pourrait être employé à faire une guerre sur le commencement de laquelle nous n'avons aucun contrôle, et qui, dans certains cas pourrait paraître injuste à notre peuple, c'est établir un précédent qui pourrait bien être fatal à nos plus hautes aspirations.

Les préparatifs navals que le Canada pourrait faire à cette époque-ci, devraient, à notre humble avis, se faire sur une modeste échelle, proportionnée à nos besoins de nation aimant la paix et la cherchant, et dont la politique fixe serait de soumettre les malentendus qui pourraient s'élever avec les autres nations, à la décision d'un tribunal judiciaire plutôt qu'à l'arbitrage du sabre. En pourvoyant ainsi à nos propres besoins, nous remplirons nos engagements comme partie composante de l'empire, tandis qu'en même temps nous pourrions avec harmonie et une conscience pure, nous joindre à l'effort d'amener les nations civilisées à s'unir pour faire de l'arbitrage international la règle fixe et universelle.

Telles sont les opinions de l'organe du grand corps presbytérien de notre Canada, et j'adopte comme miens les sentiments qu'il exprime. En agissant ainsi, j'ose dire que ces sentiments ne sont pas particuliers aux presbytériens, mais ce sont les